

## Grève et sit-in à partir d'aujourd'hui

Page 3

## LE JOUR

D'ALGERIE

Accusée dans deux affaires différentes

3 et 5 ans de prison requis  
contre D' Amira Bouraoui

Page 16

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5362 - Mercredi 28 avril 2021 - Prix : 10 DA

Tension sur le lait subventionné

Le Groupe Giplait promet un retour à la normale «cette semaine»

Page 16

La pandémie  
à un triple point  
de vue (3 et fin)

Par Mohamed Habili

**E**n Afrique, un pays, l'Afrique du Sud, représente à lui seul la moitié du bilan épidémiologique de tout le continent. Cette particularité fait de lui le meilleur repère auquel se référer pour suivre l'évolution de la pandémie dans le continent. Il se trouve que celle-ci y est engagée pour l'heure sur une pente décroissante, chose qui ne doit rien à la campagne de vaccination, qui n'en est en effet qu'à ses débuts, à l'image d'ailleurs de ce qu'elle est dans le monde, à l'exception de cas se comptant sur les doigts d'une seule main. On crédite l'Afrique du Sud du triste privilège d'avoir été le berceau d'un variant du virus responsable du Covid-19. Il n'est pas d'ailleurs le seul pays africain dans son cas, puisque le Nigeria serait lui aussi la terre natale d'un autre variant. On se demande comment fait-on pour assigner une origine à un variant, alors même qu'il y a encore débat sur le lieu d'apparition de la souche mère. S'agissant du variant dit nigérian, cela est d'autant plus étrange que ce n'est pas au Nigeria qu'il a été détecté en premier mais au Canada. La question se pose même de savoir s'il l'a jamais été dans le pays où l'on a dit qu'il était apparu.

Suite en page 3

Reportage Migration : que d'espoirs envolés dans les centres d'internement

Plongée dans la  
harga vers l'Espagne

Phs/D. R.

La majorité des jeunes «harraga» partis des côtes Ouest du pays voient leurs rêves s'estomper. Interceptés par convois au large des côtes espagnoles grâce à des moyens sophistiqués de repérage, des «pateras-taxis» utilisés par la marine ibérique. Pages 2 et 3

232 contaminations et 8 décès en 24 heures

La barre des 200 cas/jour  
franchie

Page 3

Coupe de la CAF/6<sup>e</sup> et dernière journéeL'ESS pour la qualification,  
la JSK vise la première place

Page 15

Reportage

Migration : que d'espoirs envolés dans les centres d'internement

# Plongée dans la harga vers l'Espagne

■ La majorité des jeunes «harraga» partis des côtes Ouest du pays voient leurs rêves s'estomper. Interceptés par convois au large des côtes espagnoles grâce à des moyens sophistiqués de repérage, des «pateras-taxis» utilisés par la marine ibérique.

Par Charef Kassou

Les «harraga» sont désemparés, plutôt abandonnés par les réseaux d'accueil, lesquels sont souvent devancés par les dispositifs de surveillance employés par les gardes-côtes. En général, ceux à qui on a promis monts et merveilles atterrissent forcé dans les centres d'internement pour étrangers. C'est ainsi qu'une fois les pieds dans le centre, les espoirs des candidats à l'émigration se voient envolés, laissant place aux souffrances. Des souffrances de mal-vie, de mauvais traitements et d'oppression que personne ne voit car étouffées dans un piège qui s'est renfermé, un piège coûteux, payé en dinars avant même le départ à partir d'une plage. Selon un rapport élaboré en Espagne par la Fondation «San Juan del Castillo» en collaboration avec l'Université de Valencia et l'Observatoire des droits de l'homme de l'Université de Valladolid, ces fameux «CIE» occultent une réalité de la vie des internés, très peu connue et trop peu distincte de la vie carcérale proprement dite. Les «CIE», rapporte le rapport, sont des prisons camouflées sans les moindres garanties pénitentiaires édictées par la loi pour des personnes qui, dans la plupart des cas, n'ont commis aucun délit. Ces centres apparaissent pour la première fois dans l'arsenal juridique approuvé par la loi organique du royaume d'Espagne de 1985 ayant trait sur les droits et libertés des étrangers en Espagne. Aussi, faut-il préciser qu'il est indiqué à l'article 26 la possibilité d'autoriser judiciairement, avec caractère préventif ou provisionnel, l'internement dans des centres qui ne sont pas sous régime carcéral. Toutefois, l'internement des sujets d'émigration clandestine est effectif pour les impliqués dans diverses affaires soumises à expulsion en attendant l'instruction de leurs dossiers. En revanche, explique-t-on dans le rapport, l'internement comme mesure préventive décidé par un organe judiciaire, ne doit pas excéder les soixante jours prévus pour les opérations de rapatriement ou d'expulsion. L'opacité et le manque de transparence qui caractérisent ces centres n'ont pas empêché, à partir de diverses institutions, que des ONG mènent des campagnes de dénonciation sur les déficiences des conditions d'internement. Une réalité qui a été mise à nu grâce aux différentes institutions telles que «Mécanisme national de prévention contre la torture» (MNP) et l'Observatoire des droits de l'homme. Ces institutions ont toujours œuvré pour affirmer que les sans-papiers sont en déten-

tion et non en détention. L'Etat espagnol compte un total de neuf «CIE» répartis sur toute l'étendue du territoire (Madrid, Barcelone, Valencia, Algeciras, Tarifa, Malaga, Murcia, Les Canaries et Fuerteventura) et composent un épineux circuit qui confine les mauvais traitements institutionnalisés à des milliers de personnes chaque année. Les internés de nationalité algérienne représentaient 29,69 % des sujets retenus dans les «CIE» du royaume. Pour ce qui est des déficiences observées dans la majorité des centres d'abord, il faut noter qu'il s'agit bien d'institutions carcérales autant dans la forme que dans le fond même si les normes officielles indiquent que ces types de centres ne sont pas à caractère pénitentiaire. Cette situation pèse même sur l'architecture et la physiologie des centres pour s'étendre à la privation des droits des personnes détenues. Le refus de la loi à classer ces centres en pénitenciers suppose que le niveau de qualité du séjour des internés devra être supérieur à celui des prisons. La circulation des inter-



Phs/D. R.

port, les visites médicales aux internés sont rarissimes et encore moins l'attention psychologique. Dans une de ses parutions, le journal numérique «El Diario.es» décrit les conditions inhumaines dans lesquelles sont détenus les sans-papiers. Des douches insalubres laissent filtrer des eaux noircies, des toilettes impraticables et mal-

améliorent leurs systèmes afin d'attirer plus de candidats à tenter l'aventure. Dans ces réseaux, des femmes jouent rôle de rabatteuses, inscrivent les candidats et les candidates et fixent les tarifs par des méthodes abracadabrantes.

## Harga : une équation à plusieurs inconnues

Il faut souligner, par ailleurs, que la présence du genre dans les réseaux a fait augmenter le nombre de femmes et des familles entières à l'émigration clandestine. Il reste à signaler que les «harraga» ne sont pas uniquement ceux qui vivent sur les wilayas côtières. Aujourd'hui les réseaux de par leurs moyens font venir des candidats des Hauts-Plateaux et même du sud du pays en les rassemblant dans des demeures louées à Oran, à Mostaganem et à Ain Témouchent.

Les frais de location des appartements et la logistique incluant les équipements des traversées sont à la charge de l'organisation. Une fois les conditions climatiques réunies et les nombres de candidats atteints, on embarque. Pour ce qui est des tarifs ils dépendent du type d'embarcation. Dans un «tropical» (embarcation semi-rigide avec deux puissants moteurs hors-bord) cela varie entre 600 000 et 800 000 DA pour une traversée de 2h30' mais avec la garantie d'atteindre la côte espagnole. Les «pateras-taxis» sont des petites embarcations de pêche artisanale ou des pneumatiques à moteur unique dont le tarif peut atteindre jusqu'à 200 000 DA par candidat.

Pour ce qui est des réseaux locaux, ceux qui n'ont pas de lien avec l'étranger, ils se dissimulent parmi les pêcheurs de la pêche artisanale. Ils sont propriétaires d'embarcations de pêche toujours amarrées sur les sites d'échouage de diverses plages de la côte Ouest du pays. Ils se sont spécialisés dans l'achat et vente de moteurs, d'embarca-

tions, de gilets de sauvetage et autres équipements de traversée. On ne transporte plus d'embarcation sur remorque. Pour éviter les contrôles, on se sert de longs fourgons type «Master Renault» ou autres. Ces réseaux ne sont pas très bien organisés, ils sont plutôt vulnérables, souvent dénoncés suite à des naufrages macabres ou à des traversées avortées.

Aujourd'hui la crise sanitaire a changé la donne : la «harga» prend une autre tournure qui consiste à faire la traversée dans le sens inverse pour 5 000 euros. La crise économique amorcée en Europe, la mal-vie des sans-papiers, notamment ceux qui ne sont pas dans les «CIE», la précarité, ajoutée à cela la fermeture des frontières, a donné du travail aux réseaux de rapatriements clandestins.

FRONTEX, organisme européen (Agence européenne de garde des frontières et des côtes), a tiré la sonnette d'alarme afin d'empêcher ces réseaux de s'investir davantage dans le fléau... Un fléau dramatique qui n'arrête pas de tuer des vies humaines, mais sans les chiffres... L'émigration clandestine est une équation à plusieurs inconnues.

## L'autre face du fléau

Vu par la presse espagnole de l'autre côté de la rive méditerranéenne, le fléau de l'émigration clandestine des Algériens revêt une autre facette occultée pour l'ensemble des citoyens algériens. Selon le quotidien «La Verdad», organe de presse écrite de la Communauté valencienne, les prix de passage jusqu'aux côtes sud de la péninsule ibérique varient selon le niveau de sécurité des embarcations utilisées, qui va de la barque à moteur hors-bord jusqu'à des semi-rigides de 2 moteurs d'une puissance de 200 chevaux chacun. Selon le même quotidien, dans ce négoce de la mort il y a aussi la classe VIP.



nés, l'usage du téléphone mobile, les visites et la réception d'argent sont interdites dans les CIE. Les 29,69 % d'internés algériens ont essuyé un échec dans leur tentative d'accéder à l'Eldorado. On peut dire qu'ils crouissent dans des geôles exigües et sans lumière quelquefois, dans des cellules humides car souterraines. Selon le rap-

saines, de la nourriture à l'aspect douteux, des cellules obscures et surchargées, enfin une atmosphère de pénitencier exaspèrent les retenus. Le journal évoque aussi bien une similitude à celle de l'internement à «Guantanamo».

Grâce à une interconnexion Nord-Sud, les réseaux des passeurs affinent leurs pratiques et

Tension dans le secteur

# Grève et sit-in à partir d'aujourd'hui dans l'Education

■ Les membres de l'Intersyndicale de l'éducation ont décidé de s'engager dans une série de mouvements de protestation qui débutera par une suspension de travail aujourd'hui, accompagnée de sit-in devant les directions de l'éducation à travers les différentes wilayas du pays.

Par Thinhinene Khouchi

Rien ne va plus dans l'Education. En effet, le secteur connaît depuis dimanche dernier des contestations des travailleurs et des enseignants à travers nombre de wilayas, telles que Khenchela, Oum El Bouaghi, Mila, Mostaganem, Aïn Témouchent et Souk Ahras. Des informations circulent déjà quant à l'adhésion des enseignants de Béjaïa et autres wilayas de la Kabylie à ce mouvement de protestation. A Alger, quelques écoles primaires suivent déjà le mouvement pour la concrétisation d'une série de revendications. Réunis lundi soir au siège de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), les membres de l'Intersyndicale de l'éducation, a savoir l'Unpef, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) et le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), ont décidé de s'engager dans une série de mouvements de protestation qui débutera par une grève aujourd'hui (mercredi 28 avril) accompagnée de sit-in devant les directions de l'éducation à travers les différentes wilayas du pays. Les trois syndicats relevant du secteur de l'Education nationale ont appelé, à cette occasion, à une réaction «favorable» à leurs revendications socioprofessionnelles et pédagogiques, notamment la révision des programmes scolaires. Dans un communiqué commun, les syndicats ont affirmé avoir tenu cette réunion pour «l'unification des efforts» et revendiquer la concrétisation d'une série de



revendications socioprofessionnelles et pédagogiques. Sur le plan socioprofessionnel, ces syndicats revendiquent l'augmentation au double du «point indiciaire» et la révision du dossier d'indemnisation, outre le droit à la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge, en sus de l'application immédiate du décret 14/266 avec effet rétroactif. Les revendications portent également sur le lancement des statuts et la régularisation définitive des infractions financières en instance au niveau des wilayas, en plus de la réparation de la situation des corps touchés par le reclassement (les intendants, le personnel de l'orientation scolaire et professionnelle, les conseillers d'éducation, les employés des laboratoires, les assistants

d'éducation et les conseillers en alimentation scolaire). Il est également question de régulariser définitivement la situation des diplômés des Ecoles normales supérieures et l'insertion des corps communs, des travailleurs professionnels et des enseignants contractuels dans le secteur de l'Education, à l'image de leurs collègues ayant été insérés dans le cadre de l'Agence nationale de l'em-

ploi (Anem). Concernant le volet éducatif et pédagogique, les revendications ont porté sur la révision des programmes scolaires, l'amélioration de la formation et les conditions de scolarisation, outre la réduction du volume horaire pour tous les cycles tout en exemptant l'enseignant du primaire des missions non pédagogiques.

T. K.

## 232 contaminations et 8 décès en 24 heures La barre des 200 cas/jour franchie

L'ALGÉRIE a enregistré 8 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit deux cas de moins qu'hier (10), portant à 3 225 le total des morts, a annoncé, hier le ministère de la Santé.

Le nombre de contaminations a connu une forte hausse, avec 232 cas, soit 42 cas de plus par rapport au bilan d'hier (190), pour atteindre, au total, 121 344 cas confirmés.

R. N.

●●●  
Suite de la page 2

Faut-il noter que dans certains cas les possibilités d'arriver à bon port avec une sécurité totale ou au moins pouvoir être secouru en pleine mer en cas de problèmes, varient beaucoup. Toujours dans le même contexte, la revue hebdomadaire «La Portada» corrobore ce type d'information en estimant que selon le degré de sécurité des embarcations qui sont fournies pour la traversée, les Algériens candidats à l'émigration par cette voie, quasi sans exception, sont divisés en plusieurs catégories et paient aux réseaux mafieux entre 1 000 à 4 000 euros.

Ces constatations ont été faites par des commissions créées par l'UE pour enquêter sur le phénomène et chargées de mettre un frein aux vagues successives de «pateras» qui



déversent les migrants clandestins sur la Costa Blanca et la Costa Calida de la région de Murcie.

Le même organe de presse explique aussi que des chalutiers algériens autorisés à faire

des réparations dans les chantiers navals espagnols ont servi à débarquer des jeunes clandestins sur la côte de la Costa Blanca et celle de Almería. Le quotidien espagnol «ABC» rapporte que plusieurs réseaux de

passeurs de jeunes Algériens ont été démantelés dans les régions de Aragon et de Navarra. Des ressortissants algériens qui s'adonnent à l'organisation de l'émigration clandestine avec des contacts structurés et surtout

## La pandémie à un triple point de vue (3 et fin)

Suite de la page une

Car contrairement à l'Afrique du Sud où la pandémie a effectivement connu une propagation significative, rapportée à celle relative au continent dans son ensemble, de sorte qu'il est concevable qu'un variant ait pu peut-être résulter, au Nigeria, le pays africain de loin le plus peuplé, la reproduction du virus a été somme toute limitée. En termes de décès ce pays rapporte moins que l'Algérie, qui elle-même s'en tire plutôt bien. Et la pandémie y est en recul, ce qui est aussi le cas en Algérie, même si le nombre de contaminations et de décès quotidiens a quelque peu augmenté ces derniers jours. Il n'en reste pas moins que c'est aller vite en besogne que de voir dans cette hausse le signe avant-coureur d'une nouvelle vague, qui le cas échéant serait la troisième. Pour parler de vague, il faudrait une explosion de l'épidémie, une accélération de la propagation du virus, une augmentation exponentielle des infections et des décès. Ce n'est pas ce qui s'observe aujourd'hui en Algérie, où l'épidémie est en fait en équilibre sur un plateau bas, tant pour le nombre des contaminations que pour celui des décès. Nulle part en Afrique, on ne serait aujourd'hui fondé à parler d'une nouvelle vague de l'épidémie. Le nombre des contaminations serait plutôt en baisse partout, y compris en Afrique du Sud, dont le cas particulier pourrait bien s'expliquer par l'épidémie d'obésité dont il est affligé. Sans contact avec le reste du monde, ce qui bien sûr est impossible, l'Afrique en finirait avec l'épidémie sans l'aide de la vaccination. Elle est le continent qui s'en sort le mieux, ce qu'il semble impossible d'expliquer autrement que par l'hypothèse d'une immunité collective préexistante. En Algérie, une enquête portant sur un millier de donneurs de sang avait conclu à une immunité collective de 50 %, qui sur le moment n'avait pas semblé convaincante à tout le monde. Il se peut bien qu'elle soit dans le vrai au bout du compte, à cette réserve près que l'immunité en question n'est pas secondaire à la pandémie, qui en Algérie ne s'est pas répandue suffisamment pour infecter une fraction importante de la population.

M. H.

financés à partir de la péninsule ibérique. L'organe numérique «El Debate.es» révèle que le négoce de l'émigration est très lucratif car selon l'article sur cette problématique, la route de la Méditerranée a connu un mouvement de plus de 537 500 clandestins annuellement pour un montant de deux millions de dollars.

C. K.

El-Oued

# Adhésion des agriculteurs à la culture du colza

■ De nombreux agriculteurs dans la wilaya d'El-Oued ont adhéré, au titre de la saison agricole 2020-2021, au projet de culture du colza, en tant que culture stratégique destinée à l'agro-industrie, ont indiqué à l'APS des professionnels locaux du secteur.

Par Lina B./APS

Une quinzaine d'agriculteurs, ayant introduit ce genre cultural sur 80 hectares dans trois communes à vocation agricole (Kouinine, Benguecha et Oum-Tiour), ont ainsi adhéré à cette opération expérimentale, dont les premiers résultats augurent déjà d'une filière «prometteuse», à titre d'accompagnement de la straté-

gie nationale prospective de promotion des cultures stratégiques, a fait savoir le secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya, Ahmed Achour.

Parmi les facteurs ayant encouragé cette orientation, figurent l'extension des superficies dédiées au colza, les campagnes de vulgarisation agricole et de formation pilotées par la Chambre agricole et articulées autour de la présentation des avantages de l'investissement dans les cultures stratégiques ainsi que la valorisation des expériences réussies dans ce domaine et démontrant l'adaptation de ces cultures aux conditions naturelles locales (nature des sols, qualité de l'eau et spécificités du climat saharien), a expliqué M. Achour.

La Chambre agricole a arrêté, dans ce sillage, un programme de vulgarisation et d'orientation destiné à assurer un accompagnement technique aux agriculteurs, en plus d'un programme pour la saison prochaine visant à identifier avec précision les superficies consacrées à la culture du colza pour pouvoir en déterminer le potentiel de production attendu, a-t-il ajouté.

## Résultats probants au stade expérimental

Le chercheur spécialisé en agronomie saharienne, Ahmed Allali (Université d'El-Oued), a affirmé, de son côté, que la culture du colza dans la wilaya, bien qu'elle soit encore à son stade expérimental, a donné des résultats «probants», laissant déjà entrevoir la possibilité de la développer dès la saison pro-



PHOTO: R.

chaine, à plus grande échelle, comme culture stratégique agro-industrielle (transformation en matière première pour la production d'huile de table), et ce, comme contribution du secteur agricole à la réduction de la facture nationale des importations.

En effet, les premiers indicateurs techniques montrent l'adaptation des régions sahariennes à la culture du colza, avec un rendement dépassant les 40 quintaux à l'hectare, selon les conditions hydro-édaphiques et climatiques de ces régions.

Les expériences menées dans le domaine ont démontré que des rendements appréciables sont obtenus de la culture du colza, même dans de conditions naturelles extrêmes, s'agissant d'une plante résistante au climat aride, peu consommatrice en eau, non-exigeante en fertilisants organiques, en plus de sa particularité de contribuer à la réhabilitation des sols dégradés et appauvris.

Selon ce chercheur en agronomie saharienne, les programmes d'accompagnement

des agriculteurs sur le terrain, en matière de culture du colza, laissent présager, lors de la saison agricole prochaine, une extension de ses superficies dans une quinzaine de communes de la wilaya, au lieu des trois actuelles (Kouinine, Benguecha et Oum-Tiour).

Le cycle de croissance du colza s'étale sur une période de six mois, sachant que sa culture s'opère entre la mi-novembre et début décembre, a fait savoir M. Allali.

L. B./APS

## Sûreté nationale Près de 20 000 appels du 9 au 21 avril

LA SÛRETÉ de la wilaya d'Alger a reçu, du 9 au 21 avril en cours, plus de 19 900 appels téléphoniques sur le numéro vert 1548 et sur celui des secours 17, relatifs au signalement de différentes affaires liées à la criminalité, a indiqué, hier, un communiqué des services de la Sûreté nationale.

«La Sûreté de la wilaya d'Alger a reçu, du 09 au 21 avril, plus de 19 900 appels téléphoniques sur le numéro vert 1548 et sur celui des secours 17, pour le signalement de différentes affaires liées à la criminalité, outre des demandes d'orientation», a précisé le communiqué, faisant état de quatre affaires signalées sur l'application «Allo Chorta». «Sur la base des signalements des citoyens, la salle des opérations de la Sûreté nationale œuvre à transmettre ces derniers en temps réel aux forces de la police sur le terrain qui interviennent, à leur tour, avec professionnalisme», ajoute la même source, précisant que ces interventions ont permis «l'arrestation de 16 individus, dans les circonscriptions administratives de Chéraga, Dar El Beida, Bir Mourad Rais, Draria et Hussein Dey».

Lors de ces opérations, «les éléments de la police ont pu récupérer une marchandise volée d'une valeur de 300 millions de centimes, un véhicule et un téléphone portable, en sus de 22 comprimés psychotropes et d'un morceau de drogue «résine de cannabis», précise la même source.

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger appelle les citoyens à «contribuer davantage à la sécurité», et rappelle qu'elle met «à leur disposition le numéro vert 1548, le numéro de secours 17, l'application Allo Chorta et ses pages Facebook et Twitter pour signaler toute atteinte à leur sécurité et à leurs biens».

La Brigade de la Police judiciaire de la 8<sup>e</sup> sûreté urbaine de Dely Brahim a procédé à «l'arrestation de deux individus suspects dans une affaire de vol d'un motocycle sous la menace d'une arme».

R. N.

## Secteur de l'Habitat

# Un mémorandum de coopération pour l'intégration des énergies renouvelables

Un mémorandum de coopération a été signé hier entre le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables pour la mise en place d'un plan d'action intersectoriel visant l'intégration des énergies renouvelables dans les projets du secteur de l'Habitat et la réalisation de l'efficacité énergétique.

Paraphé par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, et le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, le mémorandum de coopération entre dans le cadre du plan gouvernemental tracé en faveur de la rationalisation de la consommation énergétique.

A cette occasion, M. Belaribi a mis en exergue la volonté du secteur de recourir à des tech-

niques permettant de rationaliser la consommation d'énergie par l'intégration progressive des alternatives qu'offrent les énergies renouvelables dans la réalisation des projets.

Le ministre a, à cet égard, fait savoir que des instructions avaient été données pour la réalisation de constructions écoresponsables dans le cadre des grands projets lancés en 2013, et ce, afin de rationaliser la consommation énergétique.

«Presque tous les logements que nous réalisons actuellement sont dotés de moyens permettant de rationaliser la consommation énergétique», a affirmé M. Belaribi, citant, entre autres, les lampes LED, les techniques d'isolation thermique, le système de double-vitrage et l'utilisation de panneaux solaires pour l'éclairage public.

Un total de 3 000 logements seront construits à la nouvelle

ville de Sidi Abdellah d'une valeur de 9 mds DA, dont 600 unités parachevées, en sus du pôle d'enseignement supérieur d'une capacité d'accueil de 11 000 lits et 2 000 postes pédagogiques et la production de l'eau par l'énergie.

D'après M. Belaribi, le secteur a engagé une expérience, la première du genre, en collaboration avec le ministère de la Transition énergétique, à savoir la réalisation d'une mosquée verte à Sidi Abdellah fonctionnant aux énergies renouvelables, dont le cahier des charges est en cours d'élaboration.

Pour sa part, M. Chitour a mis l'accent sur l'importance du secteur de l'Habitat dans le domaine de la transition énergétique qui représente 40 % de la consommation d'énergie en Algérie.

Et de rappeler le rôle pivot du secteur de l'Habitat dans la réussite de la transition énergétique,

en ce sens qu'il dispose des mécanismes adéquats pour la concrétisation de cette transition. Il a également souligné l'inclusion de l'énergie dans le permis de construire, une condition avec laquelle les entreprises de réalisation devraient s'adapter.

En Algérie, la consommation de l'énergie s'élève à 250 kw/m<sup>2</sup>/jour, a fait savoir le ministre, ajoutant qu'un appartement de 100 m<sup>2</sup> consomme plus de 2 tonnes de pétrole, ce qui est bien au-delà des normes internationales.

M. Chitour a fait état de 800 millions m<sup>3</sup> de gaz naturel consommés par semaine, 25 % de la consommation d'énergie provient des lampes et 75 % du chauffage, des taux qui peuvent être revus à la baisse avec le recours aux lampes économiques et les sources thermiques.

Hayet D.

# Le Brent progresse à 66 dollars

■ Les cours du pétrole se reprenaient hier, les investisseurs se montrant plus optimistes alors que les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés via l'accord Opep+ ont avancé une de leurs deux réunions initialement prévue demain.



Par Younès S.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 66,00 dollars à Londres, en

hausse de 0,53 % par rapport à la clôture de la veille. A New York, le baril américain de WTI pour le même mois gagnait 0,61 %, à 62,29 dollars. Les membres de l'Organisation des

pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés de l'Opep+ devaient se retrouver hier à Vienne, au siège de l'Organisation, pour un Comité de suivi de l'accord en vigueur

de réduction de la production du groupe (JMMC), selon une source proche du groupe.

Cette réunion était initialement prévue le lendemain en amont d'un sommet ministériel qui – pour l'instant – est maintenu. A l'issue de ce cycle de réunions très attendues par le marché, «on peut supposer que les décisions prises il y a quatre semaines seront confirmées», a estimé Eugen Weinberg, analyste, un avis largement partagé par les observateurs de marché.

Lors du précédent sommet, le 1<sup>er</sup> avril, l'alliance avait décidé d'augmenter son niveau actuel de production de 350 000 barils par jour, en mai puis en juin, et de 450 000 barils par jour en juillet.

A l'occasion d'une réunion technique lundi, le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, a noté que «l'écono-

mie mondiale continuait de montrer des signes positifs de reprise», tout en soulignant «la nécessité de rester vigilant car des incertitudes subsistent pour l'avenir», rapporte l'Organisation sur son compte Twitter. «Il existe toujours un risque que la propagation galopante du coronavirus en Inde, au Brésil, au Japon et en Turquie affecte la croissance économique mondiale et fasse "dérailler" la reprise de la demande de pétrole», a averti M. Weinberg. Par ailleurs, la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé lundi la levée de l'état de force majeure sur l'un des principaux terminaux pétroliers en Libye, après une semaine d'interruption pour manque de budget. **Y. S.**

## Céréales

### Poursuite de la progression des prix sur le marché européen

LES PRIX des céréales ne marquaient pas le pas hier à la mi-journée sur le marché européen, leur progression étant alimentée par les inquiétudes sur l'offre mondiale. Sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de cinq euros sur l'échéance de mai à 251,75 euros, et de 6,50 euros sur l'échéance de septembre à 232,75 euros, pour environ 28.700 lots échangés. La tonne de maïs augmentait de 6,50 euros sur l'échéance de juin à 240 euros, et six euros sur l'échéance d'août à 235,25 euros, pour plus de 1 500 lots échangés. «Les cours poursuivent leur envolée, tous produits confondus, toujours dans un même contexte, adversité climatique principalement au Brésil et aux USA, couplée à une activité spéculative intense», constate le cabinet Agritel.

Parmi les indicateurs présageant une contraction de l'offre, «l'observatoire de l'Union européenne révisé à la baisse son estimation de rendements en blé tendre à venir pour l'UE à 5,86 t/ha contre 5,89 t/ha estimés le mois dernier, conséquence du froid de ces dernières semaines», rapporte Agritel.

**R. E.**

## Thon rouge

### La campagne de pêche 2021 lancée le 26 mai prochain

La nouvelle campagne nationale de pêche au thon rouge vivant sera lancée le 26 mai prochain et concernera un quota de 1 650 tonnes accordé à l'Algérie, a indiqué le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques dans un communiqué. Selon le ministère, les Directions de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH) concernées par la campagne ont recensé 26 demandes d'autorisations de participation à la campagne de pêche au thon rouge de la part d'armateurs algériens spécialisés dans cette activité. «La campagne de cette année connaîtra aussi, dans le cadre des facilitations administratives, la décentralisation de l'octroi des permis de

pêche au thon rouge aux armateurs, directement au niveau des wilayas concernées», souligne la même source. Une première inspection a été effectuée sur l'ensemble des navires concernés par la campagne de pêche au thon rouge, pour s'assurer de la disponibilité des équipements techniques nécessaires et leur adéquation avec les critères internationaux de navigabilité convenus avec la Commission internationale pour la préservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT). Elle sera suivie par d'autres inspections pour s'assurer de la conformité des navires et des équipages à la réglementation en vigueur, ajoute la même source. Par ailleurs, en perspective du lancement de la nouvelle

campagne, dans le cadre du nouveau dispositif, le ministère a organisé lundi, soit un mois avant le démarrage de la campagne, une rencontre technique sur les derniers préparatifs avant la sortie en mer des thoniers algériens qui participent à cette campagne particulièrement marquée par les restrictions et contraintes au niveau national et régional imposées par le Covid-19. A noter que la mise en place de la nouvelle stratégie de développement de la filière du thon rouge, lancée par le secteur dans le cadre du programme 2020-2024, s'articule autour de trois axes principaux : la professionnalisation et l'amélioration des capacités nationales en matière de pêche au thon vivant, la promotion du dévelop-

pement des capacités d'engraisement en Algérie du thon rouge vivant en encourageant l'investissement dans ce domaine par les nationaux en partenariat et l'encadrement et l'encadrement de la pêche au thon mort par les nationaux pour l'approvisionnement du marché national. «Au cours de ce dernier semestre, les trois axes de développement ont été menés de front, en concertation et avec la contribution des professionnels, et ont abouti à la mise en place d'un nouveau dispositif réglementaire publié en mars 2021 au Journal officiel n° 16, visant la promotion et l'encadrement de cette pêcherie sous ces différentes formes», rappelle le communiqué.

**Samia Y**

## Monnaies

### L'euro recule face au dollar

L'euro reculait face au dollar hier, alors que les cambistes attendaient la décision de la Banque centrale américaine (Fed) qui sera publiée aujourd'hui.

L'euro reculait de 0,22 % face au dollar, à 1,2059 dollar. Depuis le début du mois, l'euro remonte de 2,9 %, mais reste en baisse de 1,3 % depuis le début de l'année.

«Certains investisseurs se disent peut-être que la banque centrale va choisir avril pour signaler un changement de politique à venir», a commenté Ricardo Evangelista, analyste.

Si la Fed choisissait de resserrer sa politique monétaire pour éviter la surchauffe de l'économie américaine, cela rendrait le dollar plus attractif. Mais malgré les bons indicateurs de repri-

se aux Etats-Unis, les membres de la Fed ont insisté ces derniers mois sur la nécessité de voir des signes concrets de la bonne santé de l'économie avant de resserrer la vis. La Fed «va probablement attendre de voir des chiffres de l'emploi et de l'activité économique très proches de leur niveau d'avant la pandémie de Covid-19, et une amélioration durable de l'environnement sani-

taire», a prévenu Daniel Vernazza, analyste. De l'autre côté du Pacifique, la Banque du Japon (BoJ) a opté hier pour le statu quo monétaire. «La BoJ prévoit toujours que l'inflation sera bien en deçà de son objectif de 2 %, ce qui veut dire que la politique monétaire restera souple», a commenté l'analyste Lee Hardman.

**N. T.**

## Brexit

### Paris menace Londres de «mesures de rétorsion» si l'accord sur la pêche n'est pas mis en œuvre

La France a menacé hier le Royaume-Uni de «mesures de rétorsion» sur les services financiers si l'accord post-Brexit concernant la pêche n'est pas mis en œuvre. «Nous demandons tout l'accord, rien que l'accord et tant qu'il ne sera pas mis en

place (...) nous prendrons des mesures de rétorsion dans d'autres secteurs si c'est nécessaire», a déclaré le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Clément Beaune, sur la chaîne BFM Business. «Le Royaume-Uni attend de notre part un certain nombre

d'autorisations sur les services financiers. Nous n'en donnerons aucune tant que nous n'aurons pas les garanties que sur la pêche et d'autres sujets, le Royaume-Uni respecte ses engagements», a-t-il ajouté. «C'est donnant donnant. Il faut que chacun respecte ses

engagements, sinon nous serons aussi brutaux et difficiles que nécessaire comme partenaires», a-t-il lancé. Point d'achoppement jusqu'au bout des négociations sur le Brexit, l'accord sur la pêche tarde encore à se mettre en place, suscitant la grogne des profes-

sionnels et un appel de la France à une action européenne ferme. Il prévoit notamment que les Britanniques délivrent des licences pour la zone des 6-12 milles marins au large de leurs côtes, où les pêcheurs européens se rendaient traditionnellement.

**A. O.**

Khenchela

# Réalisation de quatre projets relevant du secteur des Ressources en eau à Babar

■ Quatre projets relevant du secteur des Ressources en eau ont été lancés récemment à travers plusieurs villages de la commune de Babar (wilaya de Khenchela), a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de cette collectivité, El Ayache Boumadjer.

Par Lyes B.

Les zones d'ombre situées dans la commune de Babar ont bénéficié, cette année, de quatre opérations portant création et extension des réseaux d'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement récemment lancés, dans un «délai de réalisation de quatre mois tout au plus», a précisé la même source. M. Boumadjer a indiqué qu'il a été procédé dernièrement au lancement des travaux de réalisation du réseau d'assainissement du village Bouzouak, l'alimentation en eau potable (AEP) de Oued Seguiguine, le raccordement des groupements ruraux de 1 à 5 à la conduite principale d'assainissement du village de Ain Djerboue, en plus de l'extension du réseau AEP des régions de Ain Lahma et Selanis. L'enveloppe financière allouée à la

mise en œuvre de ces projets de réalisation et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans les zones d'ombre de la commune de Babar a dépassé les 70 millions de DA, et ce, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a indiqué la même source. L'objectif de la concrétisation de ces opérations qui s'inscrivent dans le cadre du programme de relance des zones d'ombre de cette collectivité locale, est de raccorder environ 500 familles au réseau d'approvisionnement en eau potable, de lutter contre les maladies à transmission hydrique et d'améliorer le cadre de vie de plus de 1 300 autres familles, a relevé le P/APC de Babar. Aussi, les ser-



vices de la commune de Babar ont enregistré, cette année, un total de sept projets visant le désenclavement et le raccordement de nom-

breuses zones d'ombre aux réseaux de gaz, d'électricité, d'eau et d'assainissement, avec la mobilisation d'un budget d'investisse-

ment global de plus de 97 millions de DA, a-t-on signalé de même source.

L. B.

Djelfa

## Plus de 3 500 ha cultivés en pomme de terre saisonnière

Une superficie agricole de près de 3 500 ha a été cultivée à Djelfa en pomme de terre saisonnière, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA).

«La campagne de culture de la pomme de terre saisonnière, pour la saison agricole 2020/2021, a été entamée en mars dernier, dans de bonnes conditions», a indiqué le direc-

teur du secteur, Ali Beldjoudi. Il a fait part d'une extension intervenue dans la surface de culture de ce tubercule avec l'exploitation, par les agriculteurs, des nouvelles techniques en vigueur en matière d'irrigation agricole, a-t-il signalé.

Il a cité parmi les régions agricoles de la wilaya, où la filière pomme de terre est en pleine expansion, celles de la partie-nord de Djelfa, à l'exemple de

Bouirete Lahdeb, Hed Shari, El Birine et Benahar.

Les surfaces de la pomme de terre saisonnière ont également enregistré une extension dans la commune de Taâdhimt (50 km au sud de Djelfa) et à Maâla, dans la commune de Medjbara, au même titre que plusieurs autres régions agricoles dont les agriculteurs ont pu réaliser des expériences concluantes en la matière, a souligné le même res-

ponsable. Une moyenne de rendement de près de 250 qx/ha est attendue dans la wilaya au titre de cette campagne, dont la production devrait atteindre plus de 750 000 qx, au terme de la campagne de collecte prévue au lancement, en juillet prochain, selon les prévisions du service de l'organisation de la production et de l'appui technique auprès de la DSA.

Samy Y.

Tébessa

## Plus de 800 foyers des régions enclavées raccordés au gaz naturel

Pas moins de 804 foyers, situés dans les régions enclavées de la wilaya de Tébessa, ont été raccordés récemment au réseau de gaz naturel, a-t-on indiqué dans un communiqué de la Concession locale de distribution de l'électricité et du gaz. Selon le document, une enveloppe financière de l'ordre de 1,67 million de DA puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités

locales a été allouée au titre de l'année 2019 pour raccorder ces foyers au réseau de gaz naturel afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Il s'agit, d'après le communiqué, de 478 foyers raccordés au gaz dans la région de Ain Sidi Salah (commune de Ain Zerga) nécessitant la réalisation d'un réseau de distribution d'une longueur de 19,2 km et 106 autres foyers dans la mecha de Ouled Idriss dans la même

collectivité locale, impliquant la réalisation d'un réseau de distribution de 10,5 km. Aussi, 112 foyers dans la région de Ouled Mehania (commune de Morsott) ont été également raccordés au gaz naturel et 113 autres à Ras Laayoun, a fait savoir la même source. Dans un autre registre, six projets de développement dans le cadre du programme complémentaire visant à raccorder plus de 300 foyers au gaz

naturel dans la commune de El-Olga EL Malha seront mis en service «prochainement» pour un montant de plus de 40 millions DA. Ces opérations de raccordement des foyers au gaz naturel visent l'amélioration des conditions de vie des populations des régions enclavées à travers le territoire de la wilaya de Tébessa, notamment au cours de la saison hivernale, a souligné le même communiqué.

A. Y.

Ghardaïa et El-Menea

## Quelque 31 500 élèves sensibilisés aux dangers du gaz

Quelque 31 500 élèves des différents établissements scolaires dans les wilayas de Ghardaïa et El-Menea ont été sensibilisés aux dangers du gaz et l'utilisation d'appareils non conformes, indiquent, hier, les services de la Direction locale de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sadeg). Arrêté au terme des actions de sensibilisation du grand public aux dangers des installations intérieures de gaz et l'utilisation d'appareils non

conformes en période hivernale, lancées au début du mois de décembre dernier, ce bilan a permis d'éviter des pertes humaines durant cette période, a souligné le chargé de la communication de la Sadeg-Ghardaïa, Yahia Abbas. Pas moins de 200 établissements scolaires ont été touchés par ces actions de sensibilisation, ajouté à cela plus d'une quinzaine d'émissions radiophoniques et de 360 spots publicitaires de sensibilisation ont été effectués sur les ondes de la

radio locale de Ghardaïa, a précisé M. Abbas. Pour toucher le grand public, les agents de la Sadeg, en collaboration avec les services de la Protection civile, ont également animé sur les places publiques des actions de sensibilisation, appuyées par la distribution de dépliants. Initiée par la Sadeg (filiale du groupe Sonelgaz), en étroite collaboration avec la Protection civile, ces actions de sensibilisation ont pour objectif d'explicitier les conditions d'installation et de

raccordement au gaz à l'intérieur des habitations et d'utilisation des appareils normalisés pour éviter les accidents domestiques mortels liés aux fuites et à l'inhalation de gaz.

Selon le bilan de la Protection civile, aucun cas d'inhalation de gaz de monoxyde de carbone (gaz toxique issu d'une combustion) n'a été enregistré dans les deux wilayas (Ghardaïa et El-Menea) depuis le début de l'année en cours.

M. A.

Saida

## Ouverture et aménagement de plus de 160 km de sentiers forestiers

LA CONSERVATION des forêts de la wilaya de Saida a lancé une opération d'ouverture et d'aménagement de 164 km de sentiers forestiers a-t-on appris auprès de ses services.

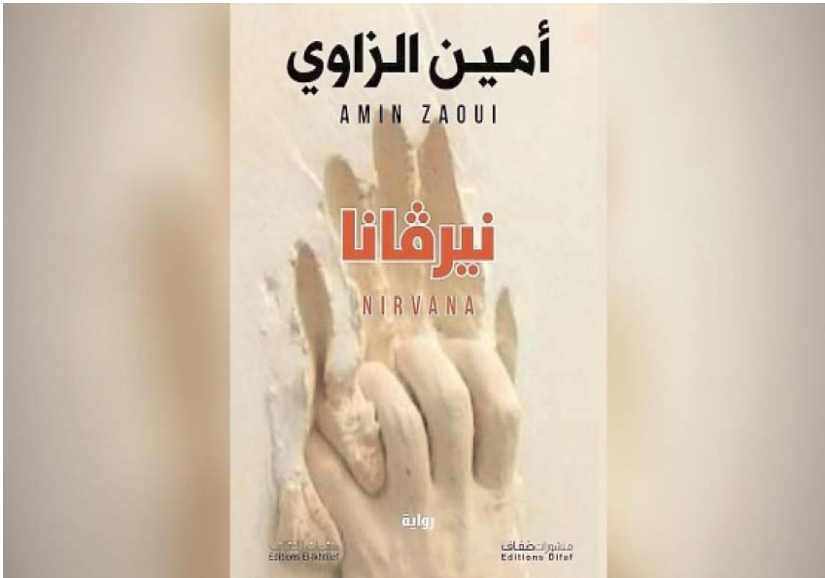
Inscrite dans le cadre du programme national de développement rural lancé au début du mois d'avril en cours, cette opération contribuera à faciliter l'intervention en cas d'incendie, en plus d'améliorer les conditions de déplacement des riverains des forêts et de faciliter l'exploitation des produits forestiers, selon la même source. L'opération cible de nombreuses zones à travers toutes les communes de la wilaya avec 21 km dans les zones de Fatah Saïd, Khellil Miloud et Sidi Ali (commune de Ouled Khaled), 16 km dans les zones de Nakmout et Ouled Zaid (commune de Sidi Ameur) et 18 km dans les localités de Bouhawa et Ouled Benalou dans la commune d'Ain Soltane et autres, a-t-on précisé. L'entreprise algérienne de génie rural supervise ces travaux dotés d'une enveloppe de 340 millions DA dans le cadre du Fonds national de développement rural. Les délais de réalisation ont été fixés de deux à trois mois et la Conservation des forêts assurera le suivi du projet. Pour rappel, la Conservation des forêts de la wilaya de Saida a procédé, au cours de l'année écoulée, à l'ouverture et l'aménagement de 71 km de pistes forestières.

R. R.

Dernier roman d'Amine Zaoui

# «Nirvana», un voyage dans l'histoire et la culture

L'écrivain Amine Zaoui nous propose, dans sa dernière œuvre littéraire, un voyage dans l'histoire où la culture algérienne est mise en valeur.



Par Abla Selles/APS

C'est dans son roman «Nirvana» que l'écrivain plonge le lecteur dans l'histoire

de l'Algérie depuis l'ère ottomane jusqu'à la période post coloniale, dans une description narrative empreinte de symbolique et inspirée du legs populaire. Il s'agit d'un roman historique où l'héritage

ancestral est présent en force pour nourrir la fiction.

Paru aux éditions El Ikhtilaf en Algérie et Dhifaf au Liban, ce roman de 294 pages emmène le lecteur dans des fragments de

l'histoire de l'Algérie à travers le parcours d'une famille qui habite le village d'«Arbouz», où l'arrière grand-père dénommé Amusnaw Axel Arbouz a choisi de s'installer, fuyant la tyrannie et l'injustice des Ottomans qui ont mis à rude épreuve sa tribu et sa famille en les faisant crouler sous le fardeau de l'impôt.

Même après la capture de leurs enfants envoyés comme esclaves au palais de Topkapi, l'arrière grand-père a refusé que sa sœur «Dihya» soit emprisonnée par des soldats. Il est alors amené à commettre un crime pour la libérer et vivre en fugitif avant de trouver refuge dans ce village chargé de traditions et de coutumes folkloriques.

Dans son ouvrage, Amine Zaoui évoque la vie sociale, politique et économique des habitants d'Arbouz et d'Amizour, en conciliant légende et réalité à travers le personnage principal «Anzar», petit-fils d'Amusnaw qui nous fait plonger dans les premières expériences de ce jeune qui a atteint le «Nirvana» dans le monde des interdits, celui des femmes, du cigare, de

l'alcool, du haschich.

Dans ce style narratif, le romancier s'est surpassé dans la reconstitution des événements et des personnages, abordant le moindre détail entre les deux villages à travers diverses phases temporelles et de nombreux personnages dont les noms ont des connotations historiques.

L'auteur fait prendre au lecteur le goût à l'excitation et au suspense que procure le déroulement des événements qui accrochent pour découvrir le sort de l'oncle «Slimane Ouinas», symbole de la révolution et de l'ouverture ou encore celui de «Farida Aït Othmane», suivant un tissage narratif qui révèle les incompatibilités interpersonnelles entre les personnages qui meublent le texte.

Les éléments du patrimoine populaire, les traditions folkloriques ayant un lien étroit avec l'environnement local dans le monde rural algérien ont été employés dans le but d'enrichir le texte.

C'est le cas du rapport de la personnalité d'«Anzar» avec l'âne «Azmour» et dont la tombe s'est transformée en un mausolée et en cimetière visité par les gens pour avoir des bénédictions, après que des ouïes-dires laissaient entendre que la tombe est celle du petit-fils du dernier imam et prêcheur de la mosquée de Cordoue avant sa chute.

Né en 1956 à Tlemcen, Zaoui a décroché plusieurs prix internationaux, à l'instar du «Bouclier de la culture libanaise» décerné par le ministère libanais de la Culture (2007).

Outre ses romans, Amine Zaoui est également producteur et présentateur de plusieurs émissions radiophoniques et télévisées, consacrées au monde de la pensée, de la littérature et de la philosophie, en sus de ses articles parus dans la presse nationale et étrangère.

A. S./APS

Mois du patrimoine

## Portes ouvertes sur le CNRPAH

La manifestation «Portes ouvertes sur le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (Cnrpah), a débuté, lundi à Alger, avec la présentation du patrimoine matériel et immatériel que recèle l'Algérie, ainsi que les tâches et les diverses activités scientifiques, les découvertes et les réalisations du Centre et ses efforts pour préserver, maintenir et valoriser ce patrimoine.

A l'occasion, le Cnrpah a organisé une exposition mettant en avant les éléments les plus importants du patrimoine immatériel algérien classé international par l'Unesco, où les supports et les images donnent au public un aperçu de la fête de la Sibba et du Sboua (la célébration de l'arrivée d'un nouveau-né, le 7<sup>e</sup> jour de sa naissance), la musique Ahailil, le rituel de Sidi

Sheikh, l'Imzad, le couscous et autres.

En plus des restes d'ossements, des objets en pierre et en céramique, des restes humains et animaux de la préhistoire, qui ont été trouvés dans de nombreux sites et la présentation d'une «défense d'éléphant disparu» retrouvée sur le site d'Ain Boucherit à Sétif.

Une partie importante de la présentation a également été consacrée au site de «Ain Boucherit», dans la région d'Ain El-Hanech dans la wilaya de Sétif (l'est de l'Algérie), dans lequel une fouille archéologique a révélé les restes de la deuxième plus ancienne présence humaine au monde qui remonte à deux millions quatre cent mille ans et les plus anciens objets en pierre et les restes d'ossements d'animaux portant les traces d'une boucherie, et ce site est

«la plus ancienne présence humaine en Afrique du Nord» et «la deuxième plus ancienne présence humaine au monde».

La première journée de cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre du programme de la célébration du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai), a été marquée par l'organisation d'une visite de terrain ayant englobé les différents stands du Centre où les visiteurs adeptes de l'époque préhistorique ont reçu des explications par les chercheurs de l'établissement concernant les services les plus importants du Centre ainsi que ses missions, ses contenus et les moyens de stockage des outils en pierre ayant été trouvés dans les opérations d'excavation menées à travers le territoire national, outre l'activité des laboratoires de recherche relevant du Cnrpah.

La présidente du service des relations extérieures et de la valorisation des résultats scientifiques du Cnrpah, la chercheuse Souad Kacher, a affirmé que l'objectif de cette manifestation consiste à asseoir des passerelles de communication entre les citoyens et le Centre dans le souci de faire connaître le patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie, notamment auprès des enfants et des jeunes, ainsi que les missions du Cnrpah.

Pour sa part, la directrice de la Recherche au Cnrpah, D'Ferhati Barkahoum, a donné une intervention sur les étapes les plus importantes du développement du Cnrpah qui a été créé en 1955 sous l'appellation «Centre algérien de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques (Carape)».

F. H.

Découverte de la mosaïque de Jijel

## Une trentaine de pièces archéologiques transférées au musée

Une trentaine de pièces archéologiques, extraites du site de la découverte fortuite de mosaïque de la wilaya de Jijel, ont été «transférées au musée public Kotama de la ville, pour les préserver de dommages supplémentaires», indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Le communiqué indique que les travaux sur le site de la

découverte ont été «gelés» par les services de la commune qui ont «suspendu le permis de construire et sécurisé le site».

Les équipes de spécialistes du Centre national de recherche en archéologie (Cnra) dépêchés sur place poursuivent encore leur expertise, précise le communiqué. Les services de la direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Jijel ont éga-

lement, selon le communiqué, déposé une plainte contre le promoteur du projet pour non déclaration de la découverte, conformément aux dispositions de la loi 98-04 relative à la protection du patrimoine.

Mardi dernier, un citoyen a découvert une mosaïque lors de travaux de construction dans sa maison, dans le centre-ville de Jijel.

Lyes Arifi, chercheur en archéologie au Cnra, ayant été dépêché par le ministère de la Culture et des Arts, a affirmé jeudi que la mosaïque a subi «une destruction quasi-totale», comparativement aux photos et aux vidéos diffusées et postées sur les réseaux sociaux au moment de la découverte.

M. K.

### Agend'Art

Opéra d'Alger  
Boualem-Bessaih  
30 avril :

Une soirée artistique animée par le lauréat du programme «Echarika» Nadjib Ayachi et Zineddine Bouchaala.

Librairie Mediabook, rue Ahmed-Zabana, Alger  
Aujourd'hui à 14h :

Dans le cadre des rencontres littéraires «Le rayonnement du livre», l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), en partenariat avec l'Entreprise nationale des arts graphiques, reçoit Ali Chaib Cherif pour évoquer la biographie romancée à travers ses romans : «Un soufi chez les soviets» et «Bouka».



## Antiterrorisme

# L'ex-chef de la CIA raconte la traque de Ben Laden

■ Le 10 septembre 2010, à la veille du neuvième anniversaire des attaques du 11-Septembre, la CIA informait le Président Barack Obama qu'elle disposait d'une piste prometteuse pour en retrouver l'architecte principal, Oussama ben Laden.

Par Mourad M.

Les services de renseignements américains avaient suivi un coursier d'Al-Qaïda jusqu'à un complexe résidentiel d'Abbottabad, au Pakistan, pensant que cela pourrait le mener jusqu'à Ben Laden. Ils ne savent pas encore qu'ils venaient de découvrir la résidence de l'insaisissable terroriste, dont toute trace était perdue depuis des années.

L'ancien directeur de la CIA, John Brennan, qui était alors le chef de l'antiterrorisme du président américain, a raconté à l'AFP comment s'est déroulée l'opération «la plus intense, la plus secrète et la mieux organisée» de toute sa carrière : le raid des

forces spéciales américaines qui ont tué Ben Laden dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mai 2011.

En septembre 2010 donc, la CIA prévient que ses informations restent à vérifier, mais l'excitation est palpable à la Maison-Blanche. «Nous voulions le trouver et rendre aux victimes du 11-Septembre la justice qu'elles méritaient», se rappelle John Brennan.

Dans les mois qui suivent, les analystes de la CIA se persuadent que c'est Oussama ben Laden lui-même qui vit dans le complexe sous haute sécurité d'Abbottabad. Ils ont observé un homme grand, mince et barbu qui se promène régulièrement entre les hauts murs du complexe, et l'ont surnommé «le marcheur». Bien qu'ils ne puissent

pas voir son visage, tout laisse à croire qu'il puisse s'agir de ben Laden.

Fin décembre, Obama est prêt à agir. En grand secret, la Maison-Blanche commence à préparer une opération, à l'aide d'une maquette du complexe d'Abbottabad.

Une frappe de missile est envisagée, mais elle rendrait l'identification formelle du leader d'Al-Qaïda difficile. L'autre option est le raid par hélicoptère au cours d'une nuit sans lune, mais elle est risquée, notamment parce que les forces pakistanaises pourraient tirer sur les intrus.

Début 2011, un expert de la CIA conclut qu'il y a 70 % de chances que «le marcheur» soit ben Laden.

«Nous n'avions pas autant de renseignements que nous l'aurions voulu, c'est certain», dit l'ex-conseiller d'Obama. «Mais rien ne contredisait l'idée qu'il puisse s'agir de Ben Laden. Et c'est ce que nous cherchions : tout signe qu'il puisse s'agir de quelqu'un d'autre que Ben Laden».

Le 28 avril, le président américain retrouve les experts dans la «Situation room», la salle de crise hyper-sécurisée au sous-sol de la Maison-Blanche. «Obama voulait l'avis de tout le monde», se souvient M. Brennan. Certains sont opposés au raid, notamment le secrétaire à la Défense, Robert Gates, et le vice-président d'alors, Joe Biden.

La plupart y sont favorables, mais «les gens reconnaissent que c'était une décision difficile»,



Ph. > D. R.

ajoute-t-il.

Le lendemain matin, Obama donne son feu vert à un raid des forces spéciales le dimanche après-midi, heure de Washington, tandis que John Brennan passe le plan en revue.

«On ne cesse d'y penser, pas seulement à ce qui a déjà été fait, mais à ce qui se passera le lendemain», dit-il. «On veut s'assurer que tout a été considéré».

Le dimanche, les responsables américains se réunissent dans la salle de crise de la Maison-Blanche. Lorsque les hélicoptères quittent l'Afghanistan pour un vol de 90 minutes jusqu'à Abbottabad, ils se pressent dans la petite pièce adjacente où le général Brad Webb suit l'opération en temps réel sur un ordinateur portable, en communication constante avec le chef des opérations spéciales, l'amiral Bill McRaven.

La Maison-Blanche publiera une photo désormais célèbre

montrant Obama, Biden, Brennan pétrifiés par la tension au moment de l'assaut.

À l'arrivée sur place, un des deux hélicoptères s'écrase à l'atterrissage, mais sans faire de victime. Des renforts sont dépêchés pour récupérer l'équipe à bord. Il n'y a pas d'image vidéo de l'intérieur du complexe.

Au bout de 20 minutes, «McRaven reçoit du commando le message "Geronimo, Geronimo"», se souvient l'ex-chef de la CIA. Oussama ben Laden est mort.

À la Maison-Blanche, c'est le soulagement. «Il n'y a pas eu d'applaudissements ni de célébration», raconte-t-il. «C'était un sentiment de réussite».

John Brennan reconnaît aujourd'hui que l'opération était risquée. Mais «c'était indubitablement le risque qu'il fallait prendre, au moment où il fallait le prendre».

M. M.



## Commentaire

Tribune

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis quelques années en France, plusieurs militaires, en exercice ou en retraite, n'hésitent pas à s'exprimer pour tirer la sonnette d'alarme face à une situation sécuritaire de plus en plus inquiétante. Il y a quinze jours, une vingtaine d'ex-officiers de l'armée française ont ainsi publié une tribune dénonçant le «délicatement» de la France et se disant prêts à «soutenir les politiques» qui œuvreront contre. Une publication qui aujourd'hui provoque l'émoi au sein de la classe politique en commençant par plusieurs ministres du gouvernement. La ministre des Armées, Florence Parly, exige même des sanctions contre les militaires signataires de ce texte. «Pour ce qui concerne les militaires qui ont enfreint le devoir de réserve, bien entendu, des sanctions sont prévues, et j'ai donc demandé, pour ceux qui seraient parmi les signataires signalés, des militaires d'active, au chef d'état-major d'appliquer les règles qui sont prévues dans le statut des militaires, c'est-à-dire des sanctions», a-t-elle déclaré lundi sur la radio France Info. «Ce sont des actions qui sont inacceptables», a martelé Florence Parly après avoir déjà fustigé dimanche une «tribune irresponsable». Pour les militaires retraités signataires, également «astreints à un devoir de réserve», des sanctions sont aussi possibles, a-t-elle relevé. Elle a rappelé le cas du général Christian Piquemal, ancien patron de la Légion étrangère et également signataire de la tribune, qui avait été radié en 2016 des cadres de l'armée pour avoir participé à une manifestation interdite contre les migrants à Calais. La tribune, publiée par Valeurs actuelles le 21 avril et signée par «une vingtaine de généraux, une centaine de haut gradés et plus d'un millier d'autres militaires», appelle le Président Emmanuel Macron à défendre le patriotisme. Ces militaires dénoncent le «délicatement» qui frappe, selon eux, la patrie et se disent «disposés à soutenir les politiques qui prendront en considération la sauvegarde de la nation». Marine Le Pen, candidate à la présidentielle de 2022, les a aussitôt invités à «se joindre» à elle, ajoutant à la polémique. La présidente du Rassemblement National a affirmé hier qu'elle ne regrettait «absolument pas» son soutien et qu'elle déplorait «la fermeté» du gouvernement à leur égard. «Ces militaires, ils savent très bien comment ça se passe quand les politiques ne font pas leur travail, ne font pas respecter la Constitution. A un moment donné, la situation est si grave qu'on en appelle à l'armée», a expliqué Marine Le Pen sur France Info. Ces militaires «viennent dire qu'il faut faire appliquer les lois et que la situation du pays est terriblement inquiétante. (...) Les zones de non-droit, la criminalité, la haine de soi, le refus du patriotisme par nos dirigeants sont des éléments de délitement de la nation», a estimé la dirigeante d'extrême droite. «Je leur réponds que je partage leur affliction, leur constat, et que ces problèmes se règlent par la politique et par un projet politique validé par les Français dans un cadre évidemment démocratique», a-t-elle ajouté. Les réactions des membres du gouvernement sont toutefois étonnantes et interprètent abusivement ce texte pour lui faire dire ce qu'il ne dit pas. Et les cris d'orfraies face aux inquiétudes des signataires de la tribune sont d'autant plus surprenants qu'Emmanuel Macron lui-même mettait en garde dès 2019 contre un risque de «guerre civile» et que Gérard Colomb, au moment de quitter le ministère de l'Intérieur, se montrait tout aussi pessimiste sur l'avenir de la France.

F. M.

## Attaque au Burkina

### Intenses recherches pour retrouver trois Européens disparus

Des recherches menées par les forces de sécurité sont en cours depuis hier, dans l'est du Burkina Faso, pour retrouver quatre personnes portées disparues dans une attaque la veille, parmi lesquelles deux Espagnols et un Irlandais dont les services de sécurité craignent qu'ils n'aient été tués.

Une source de haut rang de ces services de sécurité a indiqué à l'AFP qu'«au moins deux des trois Occidentaux ont été blessés selon des témoignages, ce qui fait craindre qu'ils n'aient été (...) tués par les terroristes».

«Il est prématuré de tirer des conclusions, mais les chances de les retrouver vivants diminuent au fil des heures qui passent», a-t-elle ajouté, précisant que «les recherches de grande ampleur menées pour les localiser sont toujours infructueuses».

Concernant des images de cadavres de trois hommes blancs circulant sur les réseaux sociaux, cette source a affirmé ne pas pouvoir «les authentifier, car je n'ai pas vu ces

Occidentaux auparavant».

L'Espagne a confirmé hier la disparition de deux de ses ressortissants après l'attaque, lundi dans la journée, d'une patrouille anti-braconnage composée de militaires et de gardes-forestiers burkinabè, accompagnée de formateurs et journalistes occidentaux, sur l'axe Fada N'Gourama dans l'est du Burkina Faso. «Deux citoyens espagnols qui se trouvaient au Burkina Faso sont portés disparus», ont indiqué à l'AFP des sources au sein du ministère des Affaires étrangères.

Les autorités espagnoles «sont en contact permanent avec les autorités du Burkina Faso (...) afin de localiser ces deux Espagnols et informent régulièrement les familles des deux disparus», ont-elles ajouté.

Selon des sources locales et sécuritaires, un Irlandais et un Burkinabè ont aussi disparu après cette attaque qui a également fait trois blessés.

Les deux Espagnols et l'Irlandais portés disparus sont «des journalistes-formateurs tra-

vailant pour le compte d'une ONG qui œuvre pour la protection de l'environnement», selon une source sécuritaire du Burkina. L'attaque a été menée par des hommes armés circulant à bord de deux véhicules pick-up et d'une dizaine de motos, selon les sources sécuritaires, qui ont précisé que des armes et du matériel, des motos, deux pick-up et un drone, avaient été emportés par les assaillants.

Plusieurs prises en otage d'étrangers ont eu lieu ces dernières années au Burkina Faso, confronté depuis 2015 à des attaques jihadistes de plus en plus fréquentes. Un couple d'Australiens avait été enlevé à Djibo, à la frontière avec le Mali et le Niger, dans la nuit du 15 au 16 janvier 2016 lors d'une action apparemment coordonnée avec des attentats à Ouagadougou.

Cette nuit-là, des jihadistes avaient ouvert le feu dans les cafés, restaurants et hôtels de l'avenue Kwame Nkrumah, haut lieu de la vie nocturne ouagalaise, faisant 30 morts et 71 blessés.





Ligue 1 (Classement des buteurs)  
**Messaoudi (JSS) creuse l'écart en tête**

L'attaquant de la JS Saoura, Bilal Messaoudi, auteur d'un but dimanche soir sur penalty, lors de la défaite concédée à Alger face au CR Belouizdad (2-1), a creusé l'écart en tête du classement des buteurs de la Ligue 1 algérienne de football avec 11 buts, à l'issue de la mise à jour de la compétition. Messaoudi (23 ans) compte désormais deux buts d'avance sur son poursuivant Mohamed Amine Amoura (ES Sétif) qui totalise 9 réalisations.

Le duo de tête est talonné de près par Hamza Belahouel (CR Belouizdad) et Hicham Khalfallah, qui comptent 8 buts chacun. Khalfallah qui évoluait à l'Olympique Médéa durant la première partie de la saison, a rejoint le CRB lors du mercato

d'hiver. Mention spéciale pour l'attaquant international libyen de la JS Kabylie, Abdusalam Tubal, qui s'est distingué en signant un triplé (42', 57' et 81'), lors de la large victoire de son équipe en déplacement face à l'USM Bel-Abbès (5-0). Pour rappel, trois joueurs avaient terminé co-meilleurs buteurs lors de la saison 2019-2020, suspendue en mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus.

Il s'agit de Mohamed Amine Abid (CS Constantine), Mohamed Tiaïba (AS Aïn M'illa puis Al-Taeë Hail - Arabie saoudite - puis AS Aïn M'illa) et Abdennour Belhocini (USM Bel-Abbès puis Umm-Salal et Al-Wakrah/Qatar) avec 10 buts chacun.

Coupe de la CAF/6<sup>e</sup> et dernière journée

# L'ESS pour la qualification, la JSK vise la première place

■ La sixième et dernière journée de la phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF) sera décisive pour les deux représentants algériens qui visent des objectifs différents.



Les Sétifiens face à leur destin

Par Mahfoud M.

**A**insi, il faut savoir que la JSK a déjà arraché son billet qualificatif pour les quarts de finale, alors que l'ESS jouera son va-tout lors du match de ce soir. L'Entente, troisième de son groupe, reçoit un concurrent direct pour la qualification à la deuxième place, à savoir les Libyens de l'Ahly Benghazi. Les Sétifiens se doivent de l'emporter, s'ils souhaitent continuer l'aventure dans cette compétition continentale. Tout autre résultat que le succès sera préjudiciable au club, puisqu'il ne lui permettra pas de passer, surtout que son sort n'est pas entre ses mains. En effet, l'Aigle Noir se

doit de gagner mais... aussi attendre la défaite d'Enyamba face aux Sud-Africains d'Orlando Pirates. C'est une équation assez compliquée pour les Sétifiens, mais ils ne baisseront pas les bras puisqu'ils sont décidés à se donner à fond pour prendre les trois points de ce match face à Benghazi et terminer cette phase des poules sur une bonne note, d'autant qu'ils traversent une belle période en championnat où ils gardent la première place de la Ligue I avec un match en moins, qu'ils disputeront la semaine prochaine face à la JSM Skikda. Les poulains de l'El Kouki n'ont rien à perdre et sont décidés à se donner à fond. De son côté, la JS Kabylie est déjà qualifiée aux

quarts de finale après son succès face au Cotton Sport, mais cela ne veut pas dire pour autant que le match face à Napsa Star sera une formalité. Les Canaris savent qu'ils doivent remporter ce dernier match pour espérer terminer en tête et avoir le privilège de jouer le match retour à domicile lors de leur double-confrontation en quarts de finale. Les Kabyles savent ce qui les attend désormais. Ils se donneront à fond pour remporter ce dernier match et faire plaisir à leurs fans qui semblent satisfaits du parcours réussi jusque-là, surtout que cela n'a pas été facile de s'extirper dans ce groupe difficile où ils avaient affronté le tenant du titre, l'US Berkane.

M. M.

Lazio Rome

## Farès : «Je me suis amélioré sur le plan technique et tactique»

Le latéral gauche algérien de la Lazio Rome, Mohamed Farès, a affirmé s'être amélioré sur le double plan technique et tactique depuis son arrivée dans le club de la capitale italienne durant l'été dernier.

«Sur quel point je me suis amélioré depuis mon arrivée ? Sans doute je dirai sur l'aspect technique et tactique.

Puis physiquement, je me sens très bien. Pour cette raison, j'espère aider l'équipe du mieux que je peux», a déclaré Farès au site officiel de la Lazio. Interrogé par ailleurs sur son abstinence face aux buts, le joueur algérien de 25 ans estime «pouvoir faire plus». Et

d'ajouter : «A La Spal (son ancien club, ndr), j'ai trouvé le chemin des filets plus fréquemment et je veux faire la même chose avec la Lazio». Farès était titulaire sur le flanc gauche de la Lazio lundi soir, lors de la réception de l'AC Milan pour le compte de la 33<sup>e</sup> journée de Serie A, dans une rencontre importante pour la course à la Ligue des champions qui s'est terminée sur une victoire de la Lazio 3 - 0. Grâce notamment à un doublé de Joaquín Correa, la Lazio Rome se retrouve désormais à cinq points de la quatrième place, avec un match en retard. L'AC Milan sort du top 4, qualificatif pour la C1.

Boxe

## Une prime de motivation pour les huit pugilistes qualifiés aux JO

La Fédération algérienne de boxe a décidé d'octroyer «une prime de motivation» aux huit pugilistes qualifiés aux Jeux Olympiques de Tokyo, pour les aider dans leur quête, a-t-on appris, lundi, auprès de cette instance.

Le montant de cette prime n'a pas été dévoilé, mais selon la même source «ce sera une rémunération mensuelle, qui sera versée de manière régulière aux athlètes, jusqu'au début des JO», a-t-on encore précisé. Les huit internationaux algériens, qui se trouvent actuellement en

stage de préparation au Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, «viennent de percevoir la première de leurs primes» et qui concerne le mois d'avril.

Les internationaux qualifiés aux Olympiades nippones sont : Mohamed Flissi (52 kg), Younes Nemouchi (75 kg), Mohamed Houmri (81 kg), Abdelhafid Benchebba (91 kg) et Chouaib Bouloudinat (+91 kg) chez les messieurs, ainsi que Roumaïssa Boualem (51 kg), Imane Khelif (57 kg) et Chaïb Ichrak (75 kg) chez les dames.

CR Belouizdad

## Djerrar et Souibaâh traduits devant le conseil de discipline

Les deux sociétaires du CR Belouizdad, l'attaquant Mohamed Amine Souibaâh et le milieu de terrain Adel Djerrar, ont été traduits, lundi, devant le conseil de discipline, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué. «Les deux joueurs ont été auditionnés par le conseil de discipline, en présence du directeur sportif Hocine Yahy, qui a repris ses fonctions après s'être rétabli du Covid-19. Djerrar a été traduit en raison de ses déclarations sur les réseaux sociaux, alors que Souibaâh a été convoqué pour n'avoir pas respecté les décisions de la direction du club», a expliqué le Chabab sur sa page officielle Facebook. Si Souibaâh a été écarté momentanément du groupe, Djerrar, de retour après une longue période d'indisponibilité pour cause de blessure, a pris part au

match de l'équipe réserve, dimanche à domicile face à la JS Saoura (1-1), dans le cadre de la mise à jour du championnat, inscrivant le but égalisateur en fin de match (85'). Pour rappel, la direction du CRB avait déjà frappé d'une main de fer sur le plan disciplinaire, en résiliant début avril le contrat du défenseur central Anès Saâd, pour notamment ses absences non autorisées. Arrivé au Chabab durant l'intersaison pour un contrat de trois saisons en provenance de l'USM Bel-Abbès, Anès Saâd (25 ans) n'a pas joué la moindre minute. Outre ses blessures à répétition, le natif de Sidi Bel-Abbès a brillé surtout par ses écarts disciplinaires qui lui ont valu d'être traduit devant le conseil de discipline. Ce dernier lui avait infligé en janvier dernier deux mois de ponction salariale.

MC Alger

## Début des travaux du Centre de Zéralda après le ramadhan

Les travaux du Centre de préparation et de formation du MC Alger, sis à Zéralda (Ouest d'Alger), débuteront après le mois de ramadhan, suite aux orientations données par le wali d'Alger, Youcef Chorfa, pour «accélérer la délivrance de toutes les autorisations» rela-

tives à la réalisation de ce projet. «Après une première réunion tenue samedi, une seconde réunion a eu lieu dimanche au siège de la wilaya d'Alger, présidée par le wali, ayant regroupé des représentants des directions exécutives, le P-dg de Sonatrach, le directeur général de la société GCB, ainsi que le président de la commune de Zéralda, pour essayer de trouver des solutions urgentes à la situation administrative qui va permettre le début des travaux du centre du MCA après le mois de ramadhan», a indiqué le «Doyen» sur sa page officielle Facebook. Dans un communiqué publié le 24 novembre 2020, la direction du MC Alger avait regretté le retard accusé dans le début des travaux de construction du Centre de préparation et de formation, tout en indiquant avoir «rencontré de grosses difficultés pour entamer les travaux, malgré le fait qu'elle ait réglé les frais relatifs à l'ac-

quisition de la parcelle de terrain auprès de la direction des biens de l'Etat. Le contrat a même été signé et l'entreprise chargée de réaliser le projet (une des filiales de Sonatrach, ndr) a été désignée par Sonatrach», actionnaire majoritaire du club. Le Mouloudia avait régularisé l'acquisition du terrain de Zéralda en juillet 2020, alors que les travaux de réalisation devaient débuter en septembre de la même année, avant qu'ils ne soient freinés par «la réaction des agriculteurs habitant à côté, qui se sont opposés à deux reprises, estimant qu'ils ne seraient pas indemnisés par l'Etat après l'acquisition de ce terrain par le MCA». Le MCA a déboursé 80 milliards de centimes pour acquérir le terrain de Zéralda, d'une superficie de 4 hectares. Le projet devait être réceptionné en août 2021, période coïncidant avec la célébration du centième anniversaire de la création du club algérien.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

16<sup>e</sup> jour de ramadhan  
Imsak : 04 : 12  
Iftar : 19 : 37

Ministère de l'Habitat

## Plus de 20 000 ingénieurs techniciens bientôt intégrés

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé mardi que plus de 20 000 ingénieurs techniciens seront intégrés dans des postes d'emploi relevant de son secteur.

« Cette décision s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, axée autour de l'accès des jeunes compétences aux postes de responsabilité », a indiqué M. Belaribi lors d'une réunion avec les diplômés de l'Ecole nationale polytechnique (ENP) d'El Harrach, promotion 2020.

« Le secteur supervise actuellement un programme de logement très important et a besoin de compétences pour sa mise en œuvre », a-t-il relevé. « Afin que l'université ne soit pas à l'écart des entreprises, le ministère a lancé une initiative en vue d'accompagner les compétences et leur accorder la

chance d'accéder au monde de l'emploi, en vue de mettre en pratique le capital de leurs études, en sus de la libération et de la cristallisation des initiatives et des idées », a-t-il ajouté. Les projets de fin d'études présentés lors de la réunion par les étudiants ont eu un bon écho auprès du ministre de l'Habitat, pour qui ces projets « sont bons et portent de nouvelles idées ». Selon le ministre, ces ingénieurs seront orientés vers une formation d'une courte durée (un mois), en vue de tirer profit de l'expérience des cadres dans les domaines de leur spécialité, avant qu'ils ne soient affectés, par la suite, dans leur domaine de travail. Les spécialités des diplômés de l'Ecole nationale polytechnique sont réparties entre réhabilitation des villes antiques, préservation du patrimoine urbain, centres de repos, construction traditionnelle et urbanisme.

Hania G.

### Migrations

## L'UE veut accroître les «retours volontaires» de migrants

La Commission européenne a présenté hier une stratégie qui vise à accroître les «retours volontaires» vers leur pays d'origine des migrants n'ayant pas été autorisés à rester dans l'UE, et confère à l'agence de garde-frontières Frontex un rôle accru dans ce domaine.

Ces mesures entrent dans le cadre du «nouveau pacte sur la migration et l'asile», tentative de l'exécutif européen de réformer le système actuel, six ans après la crise migratoire de 2015.

Ces «retours volontaires», qui s'accompagnent d'une aide financière, «sont toujours la meilleure option», a déclaré la commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, dans un communiqué, estimant qu'ils étaient plus «efficaces et moins coûteux» que les retours forcés.

«Seulement environ un tiers des personnes n'ayant pas le droit de rester dans l'UE retournent dans leur pays d'origine, et

parmi ces derniers moins de 30 % le font volontairement», a précisé la commissaire suédoise. Selon des chiffres du service du Parlement européen cités par la Commission, un retour forcé, qui implique notamment une détention et une escorte pour la personne renvoyée, coûte 3 414 euros, contre 560 euros pour un retour «volontaire».

L'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex, est appelée à jouer un rôle-clé dans ce cadre. L'agence, qui a vu son mandat renforcé depuis 2019 et se dote progressivement d'un contingent permanent, a été récemment dans la tourmente après des accusations de refoulements illégaux de migrants en mer Egée.

La stratégie de la Commission prévoit que Frontex fournisse une aide opérationnelle aux Etats membres «à tous les stades du processus de retour volontaire et de réintégration».

H. Y.

### Accusée dans deux affaires différentes

## 3 et 5 ans de prison requis contre D' Amira Bouraoui

Le procureur de la République près le tribunal de Chéraga a requis, hier, des peines de 3 et 5 ans de prison ferme assorties d'une amende d'un million de DA à l'encontre de l'activiste Amira Bouraoui, impliquée dans deux affaires différentes.

Amira Bouraoui est poursuivie pour outrage à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, atteinte à la personne du président de la République et diffusion de publications susceptibles de porter atteinte à l'ordre

public, pour lesquels le procureur de la République a requis une peine de 3 ans de prison ferme.

Concernant le chef d'accusation lié à l'atteinte aux préceptes de l'Islam et au Prophète (QSSSL), le procureur de la République a requis 5 ans de prison ferme assortie d'une amende de 50 000 DA.

Le jugement dans ces deux affaires sera prononcé le 4 mai prochain.

Lyes G.

## Réaménagement horaire durant le ramadan



LA NUIT

Louvis



LA JOURNÉE

Djaloul@hotmail.com

### Tension sur le lait subventionné

## Le Groupe Giplait promet un retour à la normale «cette semaine»

■ Le lait pasteurisé se fait toujours désirer dans la capitale, où les consommateurs font face, depuis le début du mois de ramadhan, à une crise récurrente en la matière. La situation devient de plus en plus intenable durant ce mois sacré où la demande augmente encore sensiblement. Le P-DG du Groupe Giplait est revenu sur les raisons de la tension sur le lait subventionné, tout en précisant qu'elle «devrait se stabiliser à partir de cette semaine».

### Par Louisa Ait Ramdane

Selon Mouloud Harim, ce phénomène est dû à une augmentation «très importante» de la demande sur ce produit durant le ramadhan. Le responsable du Groupe public a considéré que le lait pasteurisé conditionné (LPC) est devenu une matière première que les consommateurs utilisent pour les besoins des préparations culinaires ainsi que pour préparer d'autres produits laitiers qui sont beaucoup plus chers si on les achète directement, à l'instar du fromage, du petit lait, du lait caillé, des yaourts et autre crème fraîche qui sont très consommés au cours du mois sacré.

«Grâce à l'augmentation de la production par les différentes filiales, le marché devrait se stabiliser au cours de cette semaine», a assuré le P-DG, notant, à titre d'exemple, que la situation a commencé à se stabiliser depuis dimanche dans la région du

Centre, qui a connu de fortes tensions.

Selon lui, cette année est «exceptionnelle» pour le Groupe qui n'a jamais atteint des niveaux de production journalière de LPC aussi élevés, atteignant entre 4,1 millions et 4,2 millions de litres/jour (l/j), à partir de la première semaine du ramadhan, alors qu'ils étaient de l'ordre de 2,7 millions l/j avant le début du mois d'avril.

Le P-DG de Giplait a souligné que son Groupe est prêt à augmenter encore plus la production si le besoin se fait ressentir, afin de faire face à la demande, indiquant que ses unités sont en mesure de produire entre 5 et 6 millions l/j, grâce aux investissements sur fonds propres de l'ordre de 11 milliards de dinars réalisés par le Groupe depuis 2010.

En plus d'augmenter la production, Giplait est intervenu en organisant la distribution à travers les filiales du groupe, avec des livraisons qui se font très tôt

le matin et en effectuant des rotations supplémentaires, en cas de besoin, surtout au niveau des points de vente du Groupe, fera remarquer le P-DG de Giplait. A ce titre, il a mentionné que le Groupe compte 130 points de vente à travers l'Algérie, dont 108 sont opérationnels, et avec une vingtaine d'entre eux implantés à Alger.

Il annonce, en outre, l'ouverture, dès hier, d'un nouveau point de vente dans la localité de Chéraga, à l'ouest de la capitale, plus précisément à côté du marché communal, en attendant l'ouverture d'un autre point de vente à Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger.

Concernant les capacités du Groupe en matière de lait de vache, le responsable du Groupe public a indiqué que plus de 400 000 litres sont mises sur le marché quotidiennement déclinés en petit lait (l'ben) et en différents laits. La collecte globale de lait de vache tourne autour de 460 000 l/j, dont 80 000 à 90 000 l/j sont collectés par la laiterie de Sétif, d'après les chiffres avancés par Mouloud Harim.

A noter que le Groupe Giplait s'est adjugé 58 % des parts de marché du LPC, réalisant un chiffre d'affaires de 38 milliards de dinars en 2020, cela malgré les perturbations occasionnées par la pandémie de Covid-19, avec l'ambition de le porter à 40 milliards de dinars, au terme de l'actuel exercice, «si ça continue à ce rythme», conclut son P-DG.

L. A. R.

